

Iran : main basse sur la République islamique

Pour les Iraniens, les « aghazadeh », les fils de mollah, incarnent la dérive affairiste du régime. Tandis que leurs pères prêchent la morale, ces privilégiés baignent dans une atmosphère de scandale.

92
A32

QUI EST DONC LE DIRECTEUR du nouveau métro de Téhéran ? L'information ne fait pas la une des journaux, et elle ne fait pas non plus la joie des habitants de la capitale iranienne. Dans un contexte d'économie stagnante, de chômage galopant et d'Etat « islamique » omnipotent, la nouvelle provoque plus de déception, voire de colère, que de véritable surprise. Car ce directeur n'est autre qu'un des nouveaux riches du régime, un de ces fils de mollah dont la réussite exaspère les frustrations populaires.

Mohsen Rafsandjani, tout formé et qualifié qu'il soit, est d'abord le fils de son père, l'hodjatoleslam Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, ancien président de la République, qui a régné pendant huit années sur le pays et que d'aucuns ont surnommé « le parrain de la République islamique d'Iran ». Les promotions de ce genre sont d'autant plus mal acceptées qu'elles s'inscrivent à rebours des idéaux d'égalité et de justice qui avaient motivé la révolution de 1979. « Pour la population, ces fils de mollah, explique Rassam Hossein, conseiller à l'ambassade du Japon et fin observateur de la vie politique iranienne, devraient incarner la modestie et l'abnégation. »

Enfoncé dans le moelleux fauteuil de son bureau directorial, très à l'aise dans un costume d'homme d'affaires européen, Mohsen, la quarantaine bien portée, dément avoir bénéficié de l'influence de son père pour accéder à la direction du métro. Il assure même qu'être membre de la famille Rafsandjani est une entrave à sa

carrière. Il n'empêche. A lui seul, il cumule pas moins de quatre fonctions importantes. Outre la direction du métro de Téhéran, il est patron de toutes les sociétés iraniennes chargées de la construction des futurs métros urbains, chef du bureau de son père à la présidence du Conseil de discernement (l'organe de régulation des conflits au sein du régime) et membre éminent du Parti des serviteurs de la reconstruction, fondé par des proches de la famille Rafsandjani.

Selon certains partis d'opposition, l'homme assurerait également la supervision des activités

“ Les fils de la révolution n'ont plus d'autre ambition que de préserver leurs privilèges.”

Rassam Hossein, diplomate

des zones franches que sont les îles de Kich et de Qechm, des douanes et ports du pays, et il serait responsable de l'octroi de licences d'importation et d'exportation, un domaine très contrôlé dans un pays encore largement fermé au monde extérieur. Bref, cet enfant gâté de la révolution se trouverait au carrefour

des activités commerciales les plus juteuses de la République islamique d'Iran...

Si certaines de ces affirmations sont invérifiables dans une République islamique qui



L'image de Khomeyni, mort en 1989, reste omniprésente dans les rues de Téhéran. Mais aux yeux du peuple, les enfants de ses successeurs ont trahi l'idéal de la révolution.

demeure sous la haute surveillance de ses mollahs, il est un fait que la confortable vie de Mohsen n'a plus grand-chose à voir avec l'austérité proclamée des pères fondateurs. Tantôt en Belgique, où il a fait ses études d'ingénieur, tantôt en Suisse ou dans sa luxueuse résidence de Téhéran, Mohsen incarne bien ce qu'on appelle aujourd'hui en Iran les *aghazadeh*, les fils de famille, ou plus précisément les fils de mollah.

Privilégiés du régime grâce à leurs liens familiaux, ils sont la preuve vivante que le régime iranien a trahi ses idéaux. Mais si ces fils à papa sont mal perçus en Iran, c'est d'abord parce qu'ils contredisent de manière flagrante la stature morale que s'était forgée le clergé chiite face aux dérives de la dernière dynastie des chahs d'Iran. « Ce sont des personnages encore plus importants par ce qu'ils représentent que par ce

qu'ils sont réellement, souligne Kamal Athari, consultant en économie auprès du Parlement. Souvent, ils n'obtiennent rien de plus que la licence d'exportation de certains produits, mais c'est le fait qu'ils se mettent à vouloir gagner de l'argent qui choque profondément la population. »

A cet égard, la famille Rafsandjani, qui n'a jamais caché sa richesse et sa puissance, n'est pas la pire. Elle a depuis longtemps prôné, au sein du Parti des serviteurs de la reconstruction, l'ouverture économique et le développement des affaires dont elle tire aujourd'hui les bénéfices.

Ceux qui incarnent véritablement la perte de crédibilité symbolique du régime se trouvent dans les rangs des plus conservateurs, gardiens de la révolution, anciens combattants de la guerre contre l'Irak, orateurs de la prière du vendredi dont les prêches moralisateurs n'hésitent pas à exalter le sacrifice et le partage, au mépris de l'exemple que donnent leurs propres rejetons.

La première grande affaire a éclaté en 1995 avec la révélation d'un détournement de plusieurs dizaines de milliards de rials (6 500 rials = 1 euro) réalisé au sein de la pieuse Fondation des déshérités de Téhéran. Cette institution religieuse,

créée dans la foulée de la révolution et devenue un instrument de promotion sociale de l'élite révolutionnaire, gère pas moins de 347 sociétés. C'est le plus gros conglomérat du Moyen-Orient.

Il est vrai qu'aucune grande « affaire » n'a éclaté depuis cet énorme scandale, qui a vu le frère du président de la fondation, Morteza Rafighdoust, condamné à la prison à perpétuité, et son compère, Fazel Khodadad, à la pendaison publique. Mais beaucoup de scandales supposés nourrissent la rumeur. On dit ainsi que le fils de l'ayatollah Khazali, ancien membre du redoutable Conseil des gardiens, l'organe de supervision de toutes les lois de la République d'Iran, a contracté des emprunts considérables sans les rembourser. Il n'aurait pas hésité à vendre un bateau à trois personnes différentes, tout en étant le propriétaire d'une maison.../

... d'édition qui publie les écrits de la droite conservatrice. A Téhéran, on vous assurera aussi que le fils de l'ayatollah Moqtadei, ancien procureur de la République, est impliqué dans une affaire d'importation illégale de beurre. Et tout le monde s'accordera pour affirmer que c'est certainement Nasser, le fils de l'hodjatoleslam Abbas Vaez Tabassi – il dirige la Fondation Imam-Reza à Mechhed, premier lieu de pèlerinage chiite en Iran –, qui incarne aujourd'hui le mieux la trahison des fils de la révolution. D'ailleurs, se sentant menacé, le jeune homme aurait tout récemment quitté l'Iran, laissant derrière lui, dans la lointaine, poussiéreuse et immense province du Khorasan, le souvenir d'une arrogance dénuée de tout scrupule. Propulsé aux commandes financières de la riche institution dirigée par son père, Nasser a prospéré. Au fil des ans, la fondation s'est transformée en une sorte d'empire foncier, industriel et financier qui gère un revenu équivalant à celui de l'Etat, soit près de 40 milliards d'euros.

Nasser Vaez Tabassi en a d'abord dirigé les investissements, avant, selon le journaliste Sioyosh Ghazi, de diversifier ses opérations en profitant des exemptions d'impôts dont ont toujours bénéficié les fondations religieuses en Iran, au nom de l'idéal de partage qu'elles sont supposées incarner. Mais c'est la cérémonie d'ouverture de la nouvelle zone franche de Sarakhs, proche du Turkménistan, organisée par lui, qui a provoqué un retentissant scandale. L'événement a rappelé les fêtes fastueuses organisées autrefois par le chah. Présidents et ministres des pays de la région y ont été invités en grande pompe sous une vaste tente apportée spéciale-



RAO ESLAMI.

Le succès des parcs d'attractions de Téhéran illustre le désir d'ouverture de la nouvelle génération.

Mohsen Rafsandjani, directeur du nouveau métro de Téhéran (au centre), fils de l'ancien président iranien, est un des hommes clef du système économique.

ment de Suisse pour quelques millions d'euros, et qui s'est déchirée au premier coup de vent du désert. « Et tout cela vraisemblablement pour rien, puisque, aujourd'hui, nous n'entendons plus du tout parler de cette zone franche », ironise Rassam Hossein.

« Les fils de la deuxième génération révolutionnaire n'ont plus d'autre ambition que de préserver leurs privilèges, dans un esprit pragmatique et cynique, face à la faillite de la révolution, poursuit Rassam Hossein. Ce sont les enfants de la période Rafsandjani, soit la décennie 90, celle du développement, qui a succédé à la décennie Khomeyni, marquée par la quête de justice, et précédant la décennie actuelle, obsédée par un désir de liberté. »

Si la troisième décennie de la révolution iranienne est effectivement caractérisée par un désir d'émancipation individuelle, souvent inspiré de l'Occident, on peut parier que le pré carré des *aghazadeh* s'en trouvera un jour menacé. Mais, pour l'heure, l'Iranien moyen qui veut réellement tenter sa chance et sa fortune continue de se heurter aux privilégiés et aux trois pôles économiques dominants que forment les fondations, le bazar et bien sûr l'Etat, rentier du pétrole, qui contrôle 80 % du PNB... Face à la pression qu'exerce une population majoritairement jeune et aux quelque 800 000 personnes qui arrivent chaque année sur le marché du travail (on compte 20 % de chômeurs), le gouvernement du président « réformateur » Khatami a promis quelques

changements pour réduire ces privilèges : l'unification du taux de change, qui devrait mettre un terme aux spéculations avantageuses des marchands du bazar, censés incarner le secteur privé ; la fin de l'exemption fiscale des fondations, véritables Etats dans l'Etat ; et la suppression des monopoles d'Etat sur le sucre, le thé, le tabac et les télécommunications...

Mais il est probable que, dans le seul régime du monde à avoir fait l'expérience durable d'un régime islamiste, les fils de mollah essaieront encore de profiter d'une manne qui, faute d'être divine, les a bien nourris jusque-là.

Laurence de Caritat



DF.